

Deux commissaires européens vendredi à Tokyo

© 29/06/2017 |  Terre-net Média

La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, et son homologue à l'agriculture, Phil Hogan, sont attendus vendredi à Tokyo pour tenter de boucler de « difficiles négociations » de libre-échange UE/Japon, en gestation depuis quatre ans.

« J'ai envoyé le Commissaire européen à l'Agriculture (Phil Hogan) et son homologue au Commerce (Cecilia Malmström) au Japon dans l'objectif de voir les négociations aboutir avant un sommet entre l'UE et le Japon le 6 juillet », a déclaré jeudi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, lors d'une conférence de presse à Berlin. Tout en reconnaissant qu'il y avait encore « quelques points à régler », M. Juncker a qualifié cet accord « d'important ». « Je pars du principe qu'il va aboutir. Il va entièrement respecter toutes les normes, règles et standards européens », a ajouté le Luxembourgeois.

La venue au Japon des deux commissaires, la Suédoise Malmström et l'Irlandais Hogan, avait d'abord été annoncée par le ministre japonais des Affaires étrangères, Fumio Kishida. « Je voudrais tenir avec elle les discussions finales sur un large **accord Japon/UE** », a-t-il ajouté.

« Au cours des trois dernières semaines », les deux parties ont mené d'intenses tractations « afin de résoudre leurs différends », « et nous avons assisté à des avancées », a souligné le chef de la diplomatie nipponne qui avait parlé la veille d'un « moment crucial ». Il a cependant dit s'attendre à « des discussions très difficiles » pour aplanir les dernières divergences, avec pour objectif de parvenir à un accord-cadre en marge du sommet du G20 qui se tiendra en Allemagne les 7 et 8 juillet. Mme Malmström a de son côté indiqué qu'elle tenterait à Tokyo « de finaliser les négociations commerciales et atteindre un accord politique ».

Selon une source européenne, « les négociations sont en train d'avancer. Si les deux commissaires se déplacent là-bas, c'est qu'il y a encore des questions au niveau politique à régler. C'est un signal important, mais cela ne veut pas dire que l'accord va aussitôt aboutir ».

D'après les médias nippons, les pourparlers achoppent sur deux principaux points. D'une part, **les produits laitiers**. Bruxelles souhaiterait que le Japon élimine les taxes, de l'ordre de 30 %, appliquées sur **les fromages importés des pays de l'Union**. Mais, sous la pression du Parti démocrate-libéral (PLD) qui domine le Parlement, le gouvernement du même bord a du mal à aller plus loin que les réductions consenties dans le cadre de l'accord de libre-échange transpacifique (TPP) signé avec une dizaine de nations, et dont les Etats-Unis viennent de se retirer.

D'autre part, l'automobile : Tokyo demande le retrait des taxes imposées en Europe sur les voitures japonaises, Bruxelles réclamant pour sa part une période de grâce de plus de 10 ans. S'il aboutit, le pacte de libre-échange entre Européens et Japonais couvrirait 28,4 % du produit intérieur brut mondial (PIB) et 36,8 % des échanges commerciaux. Son aboutissement surviendrait, un peu plus de six mois après l'accouchement dans la douleur d'un autre accord de libre-échange, le Ceta, entre l'UE et le Canada. Le Ceta, voté par les Parlements canadien et européen, doit encore être ratifié par la quasi totalité des Parlements des pays membres de l'UE.